

ENQUETE SUR UN ANNIVERSAIRE

# REponses a ONZE QUESTIONS

LE P.C.F. A 50 ANS

## II. — Pourquoi les communistes proposent-ils le front populaire ?

*L'Assemblée du Front Populaire, son triomphe, demeurant une des périodes les plus exaltantes de l'histoire du mouvement ouvrier français.*

En parler avec Etienne Fajon, c'est éprouver beaucoup de souvenirs d'une époque belle à un double titre : parce que le peuple gagnait, parce que nous étions jeunes.

Les premières armes de dirigeant national, Etienne Fajon les a faites au moment même où cette idée du rassemblement devenait un impératif de la politique du Parti Communiste Français, lorsque celui-ci fut élu membre du Comité Central en 1934.

Son premier mandat parlementaire, Etienne Fajon le tint du Front Populaire, député de la Seine à l'issue du deuxième tour des élections de 1936.

Il a participé, à l'époque, à maintes conversations avec des représentants du parti socialiste et du Parti communiste, à maintes réunions groupant les délégués des organisations composant le rassemblement. Enfin, et bien sûr, à toutes les grandes manifestations et à toutes les grandes grèves qui déferlèrent sur le pays.

C'est au temps du Front Populaire que l'ai eu le plaisir de travailler pour la première fois avec Etienne Fajon. Le plaisir est renouvelé au fil des années. Avec lui, le ton de l'interview c'est celui d'une amicale conversation.

— D'abord et comme première question, le Front populaire s'inscrit-il en rupture avec la politique jusque-là pratiquée par notre parti ?

— Une rupture, non. Mais un changement, c'est certain. Changement qui décollait d'ailleurs d'une juste application de nos principes dans la situation du moment.

L'idée de l'union est en effet une constante qui prend sa source à la naissance même du marxisme.

Ces phrases, par exemple, n'ont pas été écrites il y a trente et quelques années : « Le prolétariat doit être uni, il le trouvera dans un texte universellement valable ». Les manifestes communistes de Marx et Engels publiés en 1848 le cite :

« Les communistes... n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble des autres travailleurs. Les communistes sont... la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres... Les communistes travaillent à l'union avec l'ensemble des partis démocratiques de tous les pays. »

Mais alors, pourquoi le front unique à partir de 1934 et pas avant ?

— But atteint en 1934, mais fixé plus tôt.

Reportons-nous, sans remonter plus loin, au début des années 30.

Le fond, c'est la crise économique qui ébranle alors le monde capitaliste. Deux exemples pour en rappeler l'ampleur sans limite : la production mondiale de 40 milliards en 1929 et 1935, elle diminue d'un tiers. Pour la classe ouvrière, c'est le chômage, une baisse catastrophique du niveau de vie ; pour les commerçants et artisans, des faillites par dizaines de milliers ; pour les paysans l'endettement, parfois la mise de leurs modestes biens.

Le grand capital cherche une issue dans le fascisme, c'est-à-dire dans l'instauration d'un système politique qui, en étouffant les libertés, lui permettrait de résoudre la crise sur le dos du peuple laborieux.

La classe ouvrière est désempée et, dès lors, les couches petites bourgeoises existantes et déçues sont attirées par le démagogisme fasciste.

En Allemagne, Hitler arrive au pouvoir en 1933.

Chez nous, mises en appétit par cet exemple, les ligues multiplient les actes de violence. Le 6 février 1934, c'est l'émeute. Les fascistes tentent de s'emparer du Palais-Bourbon.

Certains ont prétendu que le Parti Communiste a va à l'exagéré le danger pour faire triompher ses vues politiques. C'est la thèse reprise par Jacques Fauvel qui écrit dans « Histoire du Parti communiste français » : « Il fallait que le fascisme existât d'une manière ou d'une autre, fût-ce à l'état de mythe pour que naquit et grandit l'anti-fascisme et donc le Front populaire. »

Il est toujours facile, trente ans après, de contester tout cela de haut, et de prétendre que puisque le fascisme ne s'est pas installé en France c'est que la chose était écrite dans les astres, et que les démocrates, et surtout les communistes, n'y ont rien.

Si l'unité s'était faite en Allemagne et qu'elle ait empêché l'accession au pouvoir de Hitler, il se serait toujours trouvé un historien distingué pour prétendre que la menace n'avait jamais été réelle et que jamais un tel individu n'aurait eu la chance d'imposer le nazisme au pays de Goethe et de Beethoven.

Précisément, la tragédie allemande nous fut une grande leçon.

Pour les travailleurs français, le 6 février fut comme un choc. Ils réalisèrent très vite et le péril et son urgence. C'est ce que constate Maurice Thorez quand il écrit dans « Mis du peuple » que l'appareil des grandes armées, leurs violences, leurs émeutes la volonté d'union « mieux qu'on n'avait pu le faire quinze années de propositions ».

— Le parti, lui aussi, avait changé pendant ces années...

— Oui. Le parti avait surmonté les tâtonnements qui avaient marqué ses débuts dans la vie. Il s'était débarrassé de dirigeants qui faisaient mine de mépriser les réalités et les revendications quotidiennes ; c'est dans la lutte pour ces revendications

**Nelly Feld interroge Etienne Fajon**  
(interview réalisée le 10 décembre)

que la conscience des masses s'élevait, qu'elles ressentent la nécessité des luttes politiques de plus grande envergure et que le parti acquiesce avec elles.

Mais, en dépit de crises sectorielles, il faut reconnaître que les communistes ne s'étaient jamais résignés à la scission. Ils renouvelaient leurs propositions sans se laisser rebuter, y compris par les fins de non-recevoir les plus grossiers. C'est, par exemple, de Paul Faure, alors secrétaire général du Parti socialiste, qui écrivait dans le « Populaire » du 13 septembre 1931 :

« Ce serait faire injure aux ouvriers socialistes de supposer que leur réponse dépasserait cinq lettres. »

— Et le parti pensait que c'était leur faire plus grande injure de les croire incapables de tirer, comme les ouvriers communistes, la leçon de la défaite du prolétariat allemand déseigné ?

— Très exactement. A partir de février 1934, le parti communiste allait voir mûrir les fruits de sa longue patience.

Dès ce jour-là, répondant à l'appel du parti publié dans le « Populaire », du même jour, 25 000 ouvriers parisiens sont dans la rue et manifestent contre le fascisme.

Le 9 février, ils sont 50 000 qui tiennent tête à la police pendant cinq heures entre la République et la gare de l'Est, laissant sur le pavé dix morts et de nombreux blessés. Déjà des ouvriers socialistes se sont joints à cette manifestation organisée par le P.C.

Le 12, c'est la grève générale. Socialistes et communistes, travailleurs de la C.G.T. et de la C.G.T.U. sont en lutte par millions dans tout le pays.

A la manifestation qui les rassemble au cours de Vincennes comme à celles qui ont pour l'entente avec le Parti socialiste, une voix s'élève : « UNION D'ACTION ! »

Un puissant barrage vient d'être dressé contre le fascisme. La voie est ouverte pour l'entente avec le Parti socialiste, une voie où demeurent encore des obstacles.

Le parti poursuit son combat avec ténacité. Sa conférence nationale qui se réunit à Ivry du 23 au 26 juin 1934 n'a que cette seule question à son ordre du jour : l'organisation, du front unique de lutte antifasciste.

Prononçant le discours de clôture, Maurice Thorez affirme : « A tout prix, nous voulons l'action. A tout prix, nous voulons l'union. »

Cette volonté il l'exprimera tout aussi fermement quand quelques jours plus tard, avec Benoît Frachon, il a un entretien avec Léon Blum et Jean Zyromski, dans une petite salle du restaurant Bonvalet, boulevard du Temple, là où se trouve aujourd'hui une annexe de la Bourne du Travail.

Le 27 juillet 1934, finalement, dans ce même restaurant Bonvalet, le pacte d'unité d'action est signé entre le parti communiste et le parti socialiste.

— On allait donc passer à la seconde étape car, avant même signature du pacte socialiste-communiste, notre parti avait envisagé l'extension de cette alliance aux classes moyennes ?

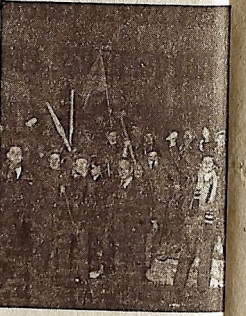
— Oui. Dominé par un souci exclusif : empêcher le fascisme, la politique de notre parti visait non seulement à unir la classe ouvrière, mais à rassembler autour d'elle les classes moyennes des villes et des campagnes.

A partir de la signature du pacte, nous allions consolider notre entente avec les socialistes et travailler à l'union avec les classes moyennes.

Toutes nos démarches politiques se poursuivaient alors que l'action ne faisait qu'un seul instant. Chaque provocation fasciste se heurtait immédiatement à la colère-manifestation des antifascistes. Les ouvriers menés des luttes revendicatives, les chômeurs manifestent contre la misère qui les dirait et, et là, on voit se former des comités de soutien auxquels participent paysans, travailleurs et petits commerçants.



12 février 1934. C'est la grève générale. Travailleurs communistes, socialistes, CGT et CGTU manifestent ensemble dans tout le pays. A Paris, sur le cours de Vincennes.



9 février 1934 : à l'appel du Parti Communiste, les ouvriers parisiens descendent dans la rue. Une barricade sur le boulevard de la République.



La lutte antifasciste se double d'une résistance vigoureuse aux mesures antisociales du gouvernement. Le 19 juillet 1935, 50 000 fonctionnaires et agents des services publics manifestent aux alentours de l'Opéra (notre photo) contre les décrets-lois. Le même jour, 20 000 anciens combattants tiennent meeting à la salle Bullier.

— Par cet acte qui répond aux intérêts vivants de tous les travailleurs, les ouvriers français, communistes et socialistes, mettent à nouveau le mouvement ouvrier français à la première place, en tête dans l'Europe capitaliste... »

— N'aurait-il pas fallu pour en arriver à la victoire certaines résistances au sein même du parti ?

Certes, il avait fallu expliquer, argumenter pour dissiper quelques inquiétudes socialistes.

Dans le mouvement international également, notre audace avait alarmé certains dirigeants. Mais le résultat de notre politique allait balayer tout cela : le Parti Communiste français sera cité en exemple par Dimitroff au 7<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste qui se réunit au cours de l'été 1935. Soulignant la portée unique, Dimitroff déclare :

« Par cet acte qui répond aux intérêts vivants de tous les travailleurs, les ouvriers français, communistes et socialistes, mettent à nouveau le mouvement ouvrier français à la première place, en tête dans l'Europe capitaliste... »

— L'été 1935, c'est l'été d'un inoubliable 14 Juillet...

— Ce 14 juillet reste dans la mémoire de ceux qui l'ont vécu. 500 000 personnes défilent dans un Paris plein de soleil, des centaines de milliers en province... Au stade Buffalo, 10 000 représentants composaient le rassemblement populaire, solennellement leur serment de :

«... rester unis pour démanteler et dissoudre les ligues fascistes, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine... »

« Mais puisque nous parlons du début 1938, je ne veux pas meurrer de rappeler ce qui se fit ce moment du 26 au 28 janvier, que se tient notre 3<sup>e</sup> Congrès, le Congrès de Villourbanne. Le cri de ralliement de ce congrès d'un « tonus » jamais atteint jusqu'alors, c'est : En avant pour l'avant-garde de la classe ouvrière s'efforce comme le meilleur défenseur des intérêts de toute la nation. Nous avons reconquis la Marcellaise et l'Internationale, le drapeau rouge et le drapeau tricolore. Cela semble aujourd'hui comme devant aller de soi. Mais à l'époque, il fallait le faire. »

— Ainsi nous arrivons aux grandes victoires : celle des élections législatives, celles des grandes conquêtes sociales...

— Encore que le Front populaire n'ait pas été constitué dans un seul électorat, le renouvellement de la Chambre des députés va être pour les Français (les Français n'auront le droit de vote que près de deux ans plus tard) l'occasion d'apprécier et le programme, et l'alliance de cet essai.

Le 6 février 1935 entrèrent à la Chambre une majorité de gauche. En même temps ils doubleront les suffrages du parti communiste français qui en obtient près d'un million et demi.

A cette victoire succédera un formidable mouvement revendicatif de la classe ouvrière qui a refait son unité syndicale.

— Comment résumer, en conclusion, les enseignements de cette période dont les tenants de la grande bourgeoisie parlent encore aujourd'hui comme d'une catastrophe ?

— Il est fort compréhensible que le Front populaire soit considéré comme une catastrophe par la grande bourgeoisie, qu'il soit encore de nos jours le cauchemar des profiteurs.

Ce fut le premier grand exemple, dans un pays industrialisé avancé, d'une union victorieuse entre la classe ouvrière et les classes moyennes des villes et des campagnes.

Il a eu l'immense mérite d'empêcher le fascisme de s'emparer du pouvoir en France, alors qu'il réussit en Italie, en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe.

Il a facilité la lutte des masses populaires et leur a permis d'imposer de grandes réformes sociales.

Cela dit, il ne s'agit pas aujourd'hui de copier ce qui s'est fait il y a trente-cinq ans. Les conditions sont différentes et plus complexes. Il s'agit non plus seulement de défendre des libertés démocratiques, mais de la conquête d'une démocratie beaucoup plus hardie ouvrant la voie au socialisme.

Mais il faut retenir du Front populaire cette leçon principale et durable : l'union des travailleurs et des démocrates est la condition de leur force et de leur victoire.

Il nous faut donc lutter avec optimisme pour le front unique de la classe ouvrière et pour l'union de toutes les forces démocratiques. Faire céder les résistances, comme nous l'avons fait avec succès, dans une situation différente, il y a trente-cinq ans.

PROCHAIN ARTICLE  
Pourquoi les communistes n'ont-ils pas participé au gouvernement de Front Populaire ?

L'Humanité du mercredi 16 décembre 1970 - pp. 8-185

L'Humanité du mercredi 16 décembre 1970 - pp. 8-185

L'Humanité du mercredi 16 décembre 1970 - 98 - 8-185

securite sociale

Grande ampleur de la journée d'action des employés et cadres

L'Journée nationale d'action des employés et cadres de la Sécurité sociale organisée à l'appel des fédérations CGT et CFTD...

tre avait fait investir les rues par la police. Des milliers de signatures ont cependant été déposées...

A présent, la réponse dépend du Premier ministre dont le gouvernement portera...

c.g.t.

TOUR D'HORIZON SYNDICAL AU DEJEUNER-DEBAT

CINQUANTE représentants de la presse écrite et parloie ont assisté hier au déjeuner-débat...

Le centre, en fonction depuis le mois d'août, est chargé de tous les règlements postaux et bancaires effectués par la Caisse. Au total, 100 000 chèques sont effectués...

Le bilan social pour 1970 a été fait à la fois des aspects positifs et négatifs. Mais depuis un certain temps...

LE CREUSOT : 1.500 mensuels débryent CREUSOT - LOIRE AU 1500 mensuels...

Remorqueurs du Havre : victoire contre les sanctions La direction de la Sécurité sociale...

Lancôme à Chevilly-Larue 500 licenciements La direction de la Sécurité sociale...

p.t.t.

LES CHAUFFEURS DE POIDS LOURDS POUR LA NEUVIEME FOIS

POUR la neuvième fois depuis le mois de mars, les chauffeurs de poids lourds des PTT participent...

métallurgie

LA FEDERATION C.G.T. DENONCE L'ATTITUDE NEGATIVE DES PATRONS

Le comité exécutif de la fédération CGT de la métallurgie a constaté, lors de sa dernière réunion...

médecine

L'assemblée générale de la CSMF a fixé un calendrier précis pour les négociations avec es Pouvoirs publics

RÉCIBANT hier les Journalistes, le Dr Monier, président de la Confédération des Syndicats médicaux français (CSMF)...

Au Mans le conseil des prud'hommes donne tort à la Régie Renault

Le conseil des Prud'hommes du Mans a rendu son verdict le 10 décembre. Quelques jours plus tard...

L'attentat contre les bureaux des Houillères d'Hénin-Liétard A la Cour de Sûreté : « Taupé m'a dit qu'il était en cheville avec la police »

Les responsables du Syndicat national des instituteurs expriment leur satisfaction après leur voyage en U.R.S.S. UNE délégation du Syndicat National des Instituteurs...

recherche

LE CONGRES DU SYNDICAT NATIONAL DES CHERCHEURS SCIENTIFIQUES se prononce pour une nouvelle orientation

Le nouveau secrétaire général de la Fédération CGT de la recherche scientifique et universitaire...

Majorité réelle Les votes pour la désignation des organismes dirigeants ne reflètent que de manière déformée les courants réels du syndicat...

Unitaire démocratique Leur activité aventureuse, les orientations et des objectifs de lutte syndicale...

Le fait important de ce congrès est le suivant : la tendance pour une « orientation révolutionnaire »...

Les trois autres tendances, l'orientation « gauchiste », l'orientation « socialiste », l'orientation « démocratique »...

Le fait important de ce congrès est le suivant : la tendance pour une « orientation révolutionnaire »...

Sur le principe, les syndicats départementaux et nationaux ont considéré que le conseil national de l'ordre était détourné de sa mission et avait sollicité des réponses qui risquent de compromettre dangereusement l'avenir de la médecine libérale...

N. F. (1) On sait que la CGT et la CFTD considèrent le projet de convention établi avec la Caisse nationale d'assurance-maladie comme un texte défavorable aux assurés sociaux.

Les responsables du Syndicat national des instituteurs expriment leur satisfaction après leur voyage en U.R.S.S. UNE délégation du Syndicat National des Instituteurs...

Les responsables du S.N.I. ont, en outre, rencontré divers responsables syndicaux, ainsi que le ministre de l'Éducation nationale...